



Independent observer
of the Global Fund

UN FINANCEMENT SUPPLÉMENTAIRE EST NÉCESSAIRE DE TOUTE URGENCE, CAR LE FONDS MONDIAL EST À COURT DE FONDS COVID-19

Le Fonds mondial a déboursé près d'un milliard de dollars pour soutenir la réponse à la COVID-19 et atténuer l'impact de la pandémie sur les programmes de lutte contre le VIH, la tuberculose (TB) et le paludisme. L'institution a récemment annoncé qu'elle avait [entièrement déployé tous les fonds dans 106 pays](#) et plus de dix programmes multinationaux. Toutefois, elle doit encore honorer des demandes de pays s'élevant à plus de 355 millions de dollars, ce qui devrait augmenter à mesure qu'un plus grand nombre de pays soumettront leurs demandes.

Le Fonds mondial doit encore réunir [5 milliards de dollars supplémentaires](#) pour continuer à soutenir ces pays. Sans les ressources supplémentaires nécessaires pour préserver les programmes de lutte contre les trois maladies dans un contexte d'augmentation des cas de COVID-19, les pays risquent d'être confrontés à davantage de perturbations dans la prestation des services de santé et de perdre les gains réalisés dans la lutte contre les trois maladies.

Sur le milliard de dollars, 500 millions de dollars ont été collectés grâce à l'optimisation du portefeuille et mis à disposition par le biais du mécanisme de réponse COVID-19 (C19RM), 221 millions de dollars ont été mis à disposition grâce à la flexibilité des subventions et 259 millions de dollars supplémentaires ont été reçus de donateurs (Allemagne, Canada, Danemark, Italie, Suède, Norvège et Fondation de la FIFA) et octroyés par le biais du C19RM.

Ce financement a permis d'aider ces pays à atténuer les dommages causés par le COVID-19 aux programmes de lutte contre le VIH, la tuberculose et le paludisme, à recruter des professionnels de santé, à leur fournir les équipements de protection individuelle (EPI) nécessaires et à renforcer leurs systèmes de santé fragiles.

Les informations de cet article proviennent de la [page du service de données du Fonds mondial](#), de [l'explorateur COVID-19 de l'Organisation mondiale de la santé \(OMS\)](#)

Le Fonds mondial octroie l'intégration de son financement COVID-19

Le Fonds mondial a déboursé 979 millions de dollars, dont 757 millions de dollars par le biais du C19RM et 221 millions de dollars par le biais des flexibilités des subventions (tableau 1). Sur les 119 pays et programmes multipays qui en ont bénéficié, 48 pays d'Afrique subsaharienne ont reçu 74 % (725 millions de dollars) du financement COVID-19. Ils ont reçu 79% des fonds du C19RM et 56% du montant total du financement accordé grâce aux flexibilités des subventions. Les pays d'Afrique subsaharienne qui ont reçu une part importante du financement comprennent le Nigeria (73 millions de dollars), l'Afrique du Sud (65 millions de dollars), le Mozambique (63 millions de dollars) et l'Ouganda (62 millions de dollars). L'Europe de l'Est et l'Asie centrale (EECA), l'Amérique latine et les Caraïbes (LAC), et l'Afrique du Nord et le Moyen-Orient (MENA) ont chacun reçu la plus petite proportion (3 %) du financement.

Les pays n'ont eu accès qu'à 221 millions de dollars sur les 500 millions de dollars autorisés dans le cadre des flexibilités de subvention. Les analyses d'Aidspan ont montré une utilisation plus lente des flexibilités de subvention que les fonds du C19RM (comme le démontrait l'article publié dans une édition précédente, [Le financement d'urgence COVID-19 du Fonds mondial s'épuise](#)). Elle attribuait cette lenteur à des difficultés dans le processus de demande de subvention ou au fait que les pays avaient déjà utilisé la plupart de leurs économies.

[Le Fonds mondial avait autorisé les pays](#) à utiliser les économies réalisées sur les subventions à hauteur de 5 % et à reprogrammer jusqu'à 5 % de la valeur actuelle de la subvention. Cependant, la plupart des pays ont obtenu ces fonds grâce aux économies réalisées sur les subventions plutôt que par la reprogrammation, dans le but de "protéger leurs programmes". L'analyse d'Aidspan indique que plus de la moitié des pays ont reçu entre 2 et 4 % de la valeur totale de leurs subventions.

Table 1: Enveloppes COVID-19 attribuées par région (en millions de \$)

Région selon la classification du Fonds mondial	N° de pays et de subventions multi-pays	Total fonds C19RM	Flexibilités dans les subventions	Total du financement COVID-19
Asie de l'est et Pacifique	15	45 (6%)	39 (18%)	84 (9%)
Europe de l'est et Asie centrale	16	21 (3%)	8 (3%)	29 (3%)
Amérique latine et Caraïbes	23	16 (2%)	12 (5%)	28 (3%)
Afrique du nord et Moyen-Orient	9	18 (2%)	12 (5%)	30 (3%)
Asie du sud	8	57 (8%)	26 (12%)	83 (8%)
Afrique sub-saharienne	48	608 (79%)	125 (56%)	725 (74%)
Total	119	757 (100%)	221 (100%)	979 (100%)

Source: [Page du Service des données du Fonds mondial](#)

Les pays ont utilisé un tiers du financement accordé par le biais du C19RM pour atténuer l'impact de la pandémie sur les trois maladies (tableau 1). Ces efforts visaient à remédier aux perturbations liées à la COVID-19 dans la prestation des services de santé et à [éviter les millions de décès prévus en raison de la pandémie](#). Plus de la moitié (55 %) des fonds ont été utilisés pour soutenir la réponse à la COVID-19, grâce à l'achat de tests de diagnostic COVID-19, tandis que les 11 % restants ont servi à soutenir les

systèmes de santé et les réponses communautaires.

De même, les pays ont utilisé 59 % des flexibilités de subvention pour renforcer la réponse à COVID-19, 32 % pour atténuer son impact sur les trois maladies, et les 9 % restants pour les systèmes sanitaires et communautaires.

Tableau 2 : Comparaison des domaines d'investissement pour le financement par le biais du C19RM et des flexibilités de subvention

Domaines d'investissement	C19RM	Flexibilités des subventions
Renforcement de la réponse nationale à la COVID-19	55%	59%
Atténuer l'impact de la COVID-19 sur les programmes de lutte contre le VIH, la tuberculose et le paludisme	34%	32%
Amélioration urgente des systèmes de santé et des systèmes communautaires	11%	9%

Source: [Global Fund COVID-19 Situation Report](#), 13 janvier 2021

Les pays ont utilisé les fonds en fonction de [leurs besoins](#). Par exemple, [la Moldavie](#) a utilisé une partie de l'enveloppe pour acheter 5 000 kits de dépistage du VIH et de la tuberculose, des équipements de protection individuelle pour les professionnels de santé, et pour développer la thérapie vidéo observée pour les patients atteints de tuberculose, qui est une approche vidéo de la thérapie directe observée (TOD). L'Afrique du Sud a utilisé une partie des fonds pour créer des plateformes virtuelles afin d'étendre le soutien psychosocial ou le conseil aux travailleurs du sexe et de livrer des paquets d'EPI, de préservatifs et de lubrifiants ainsi que des kits d'autotest du VIH aux travailleurs du sexe dans les rues et les maisons closes.

Les fonds ont également permis de soutenir des services de porte-à-porte tels que le dépistage de la tuberculose, la recherche des contacts et la distribution de moustiquaires au [Vanuatu](#), ainsi que la thérapie antirétrovirale et les services de santé aux mères séropositives et aux femmes enceintes en [Ouganda](#). Un réseau communautaire local de lutte contre le VIH en Ukraine a utilisé une partie de l'argent disponible pour fournir des thérapies antirétrovirales et d'autres médicaments aux personnes vivant avec le VIH par le biais de service postal.

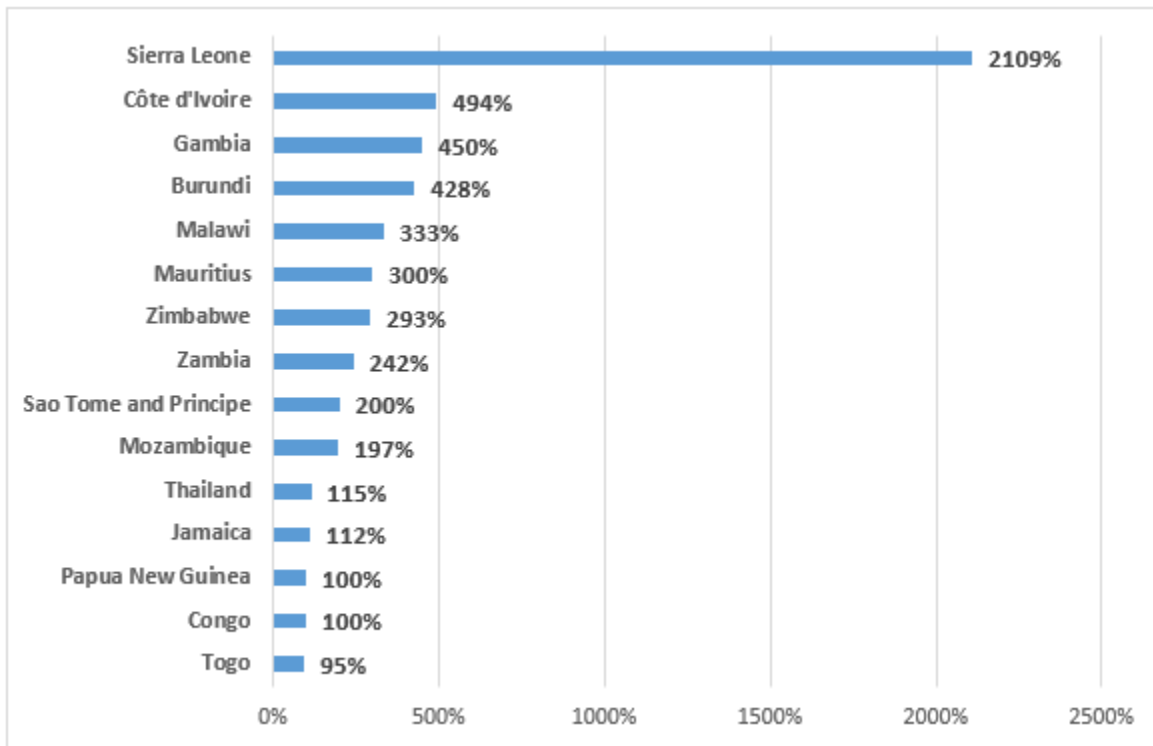
Les pays ont également mis à profit les infrastructures de laboratoire, notamment les appareils de diagnostic moléculaire GeneXpert de Cepheid et les techniciens formés pour les utiliser, initialement conçus pour les services de lutte contre le VIH et la tuberculose. Toutefois, cela a [suscité des inquiétudes](#) dans divers milieux quant à l'effet que cela a eu sur les services de lutte contre le VIH et la tuberculose.

Les besoins en ressources générée par la lutte contre la COVID-19 continuent d'augmenter dans les pays chargés de la mise en œuvre

Dans certains pays récipiendaires des subventions du Fonds mondial, en particulier dans [la région africaine](#), la pandémie s'est aggravée ces derniers mois. Sur les 106 pays qui ont bénéficié du financement d'urgence du Fonds mondial, plus de la moitié (61 pays) ont connu une augmentation du nombre de cas par rapport à la semaine précédente, comme l'a signalé l'OMS le 12 janvier 2021. C'est la Sierra Leone qui a connu la plus forte augmentation : 2 109 %, bien que le nombre de cas reste faible (2 834 cas au 12 janvier 2021). Le nombre de cas dans les autres pays a augmenté de 1 % au Panama et de 494 % en Côte d'Ivoire, la Sierra Leone signalant une augmentation exceptionnelle.

La majorité des autres pays ont fait état d'une baisse, tandis que seuls quelques pays n'ont signalé aucun changement.

Figure 1 : Variation en pourcentage du nombre hebdomadaire de cas, 15 premiers pays (selon les données du 12 janvier)



Cependant, on craint toujours que le nombre réel de cas soit plus élevé que les statistiques actuelles en raison de la faible disponibilité des tests. [La BBC estime](#) qu'en Afrique, qui a le taux de dépistage le plus faible par rapport aux autres régions, seuls 10 pays représentent 70 % du total des tests : Afrique du Sud, Maroc, Éthiopie, Égypte, Kenya, Nigeria, Cameroun, Rwanda, Ouganda et Ghana.

L'absence de financement supplémentaire rend les programmes vulnérables

Cette augmentation du nombre de cas et le manque de ressources adéquates pour atténuer les effets de la pandémie risquent de perturber davantage la prestation des services de santé dans ces pays. En effet, les pays qui mettent en œuvre la stratégie connaissent encore des perturbations importantes des [services de santé, les services de lutte contre la tuberculose étant les plus touchés](#). En outre, l'augmentation du nombre de cas rend encore plus cruciale l'application de restrictions, y compris des mesures de confinement à l'échelle nationale, qui constituent des [obstacles importants à l'accès aux services de santé](#). Selon le [rapport de situation COVID-19 publié le 23 décembre 2020](#), 36 % des pays dans lesquels le Fonds mondial investit étaient encore soumis à des confinements partiels ou généraux au niveau national le 15 décembre 2020. D'autres pays (25 %) avaient adopté des restrictions locales qui affectaient la mise en œuvre des subventions du Fonds mondial.

Le Fonds mondial intensifie ses efforts de mobilisation des ressources

On ne saurait trop insister sur la nécessité d'un financement supplémentaire pour que le Fonds mondial puisse continuer à soutenir les pays qui le mettent en œuvre. Dans un courriel adressé au GFO, le Secrétariat a indiqué qu'il intensifierait ses efforts de mobilisation de ressources afin de réunir les [5 milliards de dollars](#) supplémentaires dont il a besoin pour continuer à soutenir les pays de mise en œuvre. En attendant, il a demandé aux pays de continuer à soumettre des demandes de financement au C19RM, afin que leurs demandes soient prêtes dès que des fonds supplémentaires seront disponibles. Les pays peuvent toujours utiliser les flexibilités de subvention pour soutenir leur réponse à COVID-19. Toutefois, le Secrétariat a expliqué que la plupart des pays semblent avoir déjà épuisé ce mécanisme.

Les pays qui bénéficient de nouvelles subventions à partir de janvier 2021 bénéficient d'un certain répit. Le Fonds mondial a permis aux pays d'utiliser les subventions standard pour acheter des équipements de protection individuelle pour les professionnels de santé travaillant dans le cadre des trois programmes de lutte contre les maladies, qu'ils peuvent se procurer sur la plateforme en ligne wambo.org. Dans l'ensemble, les pays devraient adopter des méthodes plus efficaces et plus innovantes pour utiliser les fonds disponibles. Cela inclut l'adoption de modalités numériques qui sont devenues courantes depuis l'émergence de la pandémie.

La réponse globale à COVID-19 reste sous-financée

La réponse mondiale à la COVID-19 a été largement sous-financée, les donateurs traditionnels de santé mondiale donnant la priorité à leurs réponses nationales. Les 5 milliards de dollars que le Fonds mondial a l'intention de réunir font partie du financement global nécessaire à [l'Access to COVID-19 Tools Accelerator](#) (ACT-Accelerator), dont le Fonds mondial est cofondateur. Dans l'ensemble, l'ACT-Accelerator, lancé en avril 2020, n'a attiré que 15 % (5,8 milliards de dollars) des 38 milliards de dollars nécessaires pour accélérer le développement, la production et l'accès équitable aux tests, traitements et vaccins COVID-19.

Le Fonds mondial se félicite de l'engagement récent des États-Unis à soutenir la réponse internationale au COVID-19 et à atténuer l'impact du virus dans le monde. [Les défenseurs de la cause demandent au gouvernement américain d'allouer 4 milliards de dollars](#) à la réponse du Fonds mondial à la COVID-19 dans le prochain projet de loi complémentaire d'urgence sur la COVID-19. [Des appels similaires n'ont pas abouti](#). Cependant, [l'allocation de 4 milliards](#) de dollars des États-Unis à Gavi, l'Alliance pour les vaccins, dans le projet de loi complémentaire de décembre, pour l'achat et la livraison du vaccin COVID-19, offre une lueur d'espoir.

Même si le Fonds mondial n'est pas directement impliqué dans le déploiement du vaccin COVID-19, le Secrétariat a expliqué à l'Observateur du Fonds mondial que des fonds supplémentaires permettraient de soutenir le déploiement du vaccin COVID-19 en fournissant des équipements de protection individuelle aux agents de santé, en mobilisant les leaders communautaires et en renforçant les installations sanitaires, les chaînes d'approvisionnement et les systèmes de données qui seront essentiels à l'acheminement et à la stratégie vaccinale.

Lectures complémentaires :

- GFO 385, [The Global Fund's COVID-19 emergency funding is running out](#), 25 août 2020
- Le Fonds mondial [COVID-19 Situation Report](#), 23 décembre 2020
- Le Fonds mondial [COVID-19 Situation Report](#), 13 janvier 2021

[Read More](#)
